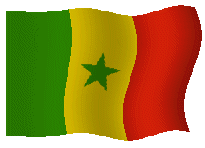
**Un Peuple – Un But – Une Foi**

**---------**



**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**---------**



|  |
| --- |
| **CONTRIBUTION DU SENEGAL A LA REUNION SPECIALE SUR LES PROGRAMME NATIONAUX D’INVESTISSEMENT AGRICOLES  PORTANT SUR LE THEME** **« L’AMELIORATION DE LA MISE EN ŒUVRE, LA COORDINATION ET L’ALIGNEMENT DES PLANS NATIONAUX D’INVESTISSEMENTS AGRICOLES (PNIA) »**  **Bilan mise en œuvre PNIA** |





**Janvier 2014**

**Sommaire**

1. Contexte des réunions préparatoires ………………………………………………...……………………………..……………… 3

2. Réunion préparatoire avec l’Equipe pays CAADP……………………..………………………………………...……………... 3

2.1 Méthodologie de travail …………………………………………………………………………………………………..………… 3

2.2 Bilan de la mise en œuvre du PNIA/CAADP ………………………………………………………………………….…..… 3

2.2.1 Progrès réalisés dans le cadre du PNIA/CAADP ………………………………………………………………….. 3

2.2.2 Contraintes et Défis identifiés …………………………………………………………………………………………… 6

2.2.3 Leçons apprises ………………………………………………………………………………………………………………... 6

2.2.4 Questions que l’Equipe pays veut aborder à la réunion d’Addis ………………………………………….. 6

2.2.5 Participants à la Réunion Addis - Equipe CAADP ………………………………………………………………… 6

3. Réunion préparatoire avec les Donateurs ………………..……………..……………………………………………………....... 6

3.1 Méthodologie de travail ……………………………………………………………………………………………………………... 6

3.2 Synthèse des fiches d’évaluation renseignées ……………………………………………………………………………… 7

3.2.1 Progrès réalisés dans le cadre du CAADP ……………………………………………………………………………. 7

3.2.2 Participants à la Réunion Addis - Donateurs ………………………………………………………………………. 7

4. Annexes …………………………………………………………………………………………………………………………………............ 8

Annexe 1 : Liste des participants Réunion préparatoire - Equipe pays CAADP

Annexe 2 : Liste des participants Réunion préparatoire – Donateurs

Annexe 3 : Fiche d’évaluation renseignée – Equipe CAADP

Annexe 4 : Fiche d’évaluation renseignée – Donateurs

|  |
| --- |
| **1. Contexte** |

La 19ième session ordinaire de l’Assemblée des Chefs d’Etat et de Gouvernement de l’Union africaine tenue en 2012 à Addis – Abeba, en Ethiopie avait déclaré 2014 comme année de l’agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique, pour marquer le 10ième anniversaire du Programme Détaillé de Développement de l’Agriculture Africaine (PDDAA).

Dans ce cadre, la Commission de l’Union Africaine, l’Agence de Planification et de Coordination du NEPAD et les Communautés Economiques Régionales ont convoqué, une réunion spéciale qui se tiendra ***à Addis – Abeba (Ethiopie), du 11 au 13 février 201*** etportant sur « l’Amélioration de la mise en œuvre, la Coordination et l’Alignement des Plans Nationaux d’Investissements Agricoles (PNIA) ».

Pour assurer une pleine participation des pays invités à cet événement, des réunions préparatoires avec l’Equipe pays CAADP sont organisées.

|  |
| --- |
| **2. Réunion préparatoire avec l’Equipe pays CAADP** |

**2.1 Méthodologie de travail**

Deux séances de travail et des échanges ont été conduites par le point focal CAADP du Sénégal :

* *23 janvier*  2014 : Réunion avec l’ensemble des membres de l’Equipe CAADP
* *31 janvier* 2014 : Réunion avec les membres de la délégation devant représenter le Gouvernement du Sénégal à Addis Abéba pour validation de la Note de Synthèse.

**2.1.2. Participants**

Il faut noter que la quasi-totalité de l’équipe pays CAADP du Sénégal a participé à la rencontre du 23 janvier 2014. On a noté la présence des représentants des ministères en charges de l’Agriculture, l’Elevage, la Pêche, l’Environnement, l’Economie et des Finances, du Plan, du Commerce et des Affaires Etrangères. La recherche agricole et la Société civile étaient aussi représentées. Au total dix huit (18) personnes ont participé au débat. Cf. Annexe 1.

En ce concerne la réunion du 31 janvier 2014, les membres de la délégation étaient présents.

**2.2 Bilan de la mise en œuvre PNIA/CAADP**

**2.2.1 Progrès réalisés dans le cadre du PNIA/CAADP**

Les informations fournies par les points focaux CAADP sectoriels (Agriculture, Elevage, Pêche et Environnement) ont permis de faire le point sur l’état de la mise en œuvre du PNIA depuis la tenue du Business meeting conformément aux questionnaires envoyés par le NEPAD.

En résumé on peut noter que :

***1er point : Les progrès réalisés pour accroître la production et la productivité agricoles***

Depuis que le Sénégal a commencé à mettre en œuvre le PNIA, toutes les actions du Gouvernement pour le secteur agricole (Stratégie Nationale de Développement Economique et Sociale (SNDES), Stratégie de Croissance Accélérée (SCA), politiques sectorielles, projets et programmes) ont pour but de contribuer à l’augmentation de la production et de la productivité agricole.

Pour le sous secteur des productions végétales, différents programmes et projets agricoles ont été acquis. Certains sont entrain d’être mis en œuvre parmi lesquels on peut citer le Projet d’Appui au PNIA (PAPSEN), du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) 2, du Projet d’Appui à la Sécurité Alimentaire dans les régions de Louga, Matam et Kaffrine (PASA Lou-Ma-Kaf), du Le Programme d'appui au développement agricole et à l'entreprenariat rural (PADAER) et du Projet de développement agricole dans le département de Matam (PRODAM) extension.

Concernant le sous secteur de la pêche, la Promotion de la filière pêche continentale et aquacole est réelle. Elle s’est faite par le biais de Programmes nationaux de Développement de la Pêche continentale et de l’Aquaculture, Projet de Gestion Intégré des Ressources en eau (PGIRE) et Projet de Développement de la Pêche continentale (PNDC), la Construction d’un marché central au poisson a richard toll, la Valorisation des produits de la pêche continentale, le Projet création centre de formation en valorisation des produits de la Pêche, le Projet d’Acquisition d’un système électronique de contrôle et de suivi de la certification des captures des navires de pêches évoluant dans les eaux sous juridiction du Sénégal, l’Aménagement et gestion des fonds marins (ressources algales),

Dans le domaine de l’Elevage, une croissance des productions animales est notée. Elle est imputable au Projet Renforcement de la protection zoo-sanitaire, Projet de développement de la filière lait, Lutte contre les maladies animales prioritaires, Projet de développement de l’élevage équin, Projet d’appui à la sécurité alimentaire du bétail et PASA Lou-Ma-Kaf.

Concernant le sous secteur de l’Environnement, les actions déroulées contribuent à la sécurité alimentaire par la promotion du développement durable. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique environnementale, un programme de développement des activités agro-sylvo-pastorales et de promotion de l’investissement privé est exécuté depuis plusieurs années dans ce sens.

Parallèlement, force est de constater qu’une batterie de politiques, programmes et projets sectoriels ont été élaborés et les préalables pour leur mise en œuvre sont entrain d’être faites ou en cours d’élaboration. On peut citer entre autres le PDIDAS, Pole Casamance, Programme d’accélération pour la Cadence de l’Agriculture Sénégalaise (PRACAS) par le sous secteur Agriculture et les deux programmes du sous secteur Elevage à savoir le Programme Développement de l’agriculture familiale et le Programme cuire et peau.

***2ème point : Les progrès réalisés pour améliorer le fonctionnement des marchés agricoles, l'augmentation des marchés, l'accès et le commerce***

Une amélioration du fonctionnement, sur l’accès et le commerce est notée au Sénégal. Elle s’est traduite par la mise en œuvre du Programme sur les pistes rurales et du Programme d’Appui à la Sécurité Alimentaire dans les régions de Louga, Matam et Kaffrine / Volet infrastructure de stockage pour le sous secteur Agriculture ; le Programme Réalisation d’infrastructures de transformation (abattoirs) pour le sous secteur Elevage, le programme froid (réalisation d’une vingtaine de complexe frigorifique) du Programme frigorifique, l’Aménagement de quais de débarquement et la réhabilitation des marchés centraux aux poissons pour le sous secteur de la pêche.

***3ème point : Les progrès réalisés pour accroître la participation du secteur privé dans la chaîne de valeur de l'agriculture***

Le gouvernement du Sénégal a consenti beaucoup d’efforts pour permettre au secteur privé de mieux participer dans la chaine de valeur de l’agriculture à travers la mise en place de fonds et de mesures de facilitation comme le crédit bail. Dans ce cadre, le secteur privé intervient dans la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Ainsi, un cadre de coopération sur la Nouvelle Alliance sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (NASAN) a été élaboré avec l’implication de toutes les parties prenantes du PNIA y compris le secteur privé. Le secteur privé s’est engagé à investir plus de 90 milliards dans le secteur agricole à travers la signature de lettres d’intention. Il faut noter la mise en place de fermes agricoles.

Concernant le secteur de la pêche, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d’aménagement de la pêcherie de crevettes profondes, le droit d’exploitation de la ressource est concédée à une organisation privée dénommée organisation de gestion de la pêcherie. Parallèlement, pour la pêche artisanale, la création de 24 conseils locaux des pêches. Ils ont pour mission de contribuer à la gouvernance locale des pêches, à l’exploitation durable des ressources halieutiques et au développement du secteur de la pêche maritime.

Pour l’Elevage, la mise en place d’une interprofession pour relever le défi de la compétitivité de la filière avicole par le biais d’élaboration d’un plan d’action de la relance de la filière et la Protection de la filière avicole par des mesures d’interdiction à l’importation a été effective.

Dans le même sillage, le Projet de Développement Inclusif et Durable de l’Agribusiness au Sénégal (PDIDAS) a été formulé et négocié et reste son entrée en vigueur.

***4ème point : Les progrès réalisés pour augmenter la disponibilité et améliorer l'accès à la nourriture et l'accès à un dispositif de sécurité productif***

Les projets et programmes des points 1 et 2 contribuent aux progrès réalisés du point 4. A cela, s’ajoute la politique de subvention du carburant pour les pécheurs.

Il faut noter que les ministères sectoriels concernés ont des dispositifs qui leur permettent de collecter de données agricoles (par exemple enquête agricole annuelle pour l’agriculture) et de suivre des indicateurs liés aux objectifs stratégiques sectoriels à travers un rapport de performance. Pour le suivi de la situation du pays en matière de sécurité alimentaire, un dispositif de système d’alerte précoce est fonctionnel.

***5ème point : Les progrès réalisés pour améliorer la gestion des ressources naturelles pour une production agricole durable***

Les progrès faits sur l’amélioration de la gestion des ressources naturelles pour une production végétale durable sont évalués à travers les activités de lutte contre les feux de brousse, la Lutte contre la dégradation des terres, l’Aménagement de la bande de filao et la lutte contre la salinisation des terres.

Dans la même dynamique, la Pêche a quant à elle exécuté les mesures suivantes : instauration du permis de pêche (pour le contrôle de l’accès à la ressource) ; immatriculation des pirogues pour la maitrise du parc piroguier; Création de Zones de pêche protégée (ZPP) pour la protection des juvéniles et des reproducteurs; élaboration et mise en œuvre des plans d’aménagement des ressources pour une exploitation rationnelle et durable des ressources halieutiques ; observation du repos biologique pour la régénération des ressources halieutiques à travers les phases critiques de leur développement ; élaboration et validation du Plan national de lutte contre la Pêche illicite Non déclarée et Non réglementée (INN) et  suivi de la ressource halieutique.

L’Elevage s’est signalée par la concrétisation d’actions pour la gestion rationnelle des ressources agropastorales (unités pastorales, plans d’occupation et d’affectation des sols) qui a participé pleinement à l’amélioration d’une gestion des ressources naturelles pour une production agricole durable. Et il n’y a que l’Elaboration du Code pastorale qui tarde à être réalisée.

***6ème point : Les progrès réalisés concernant les petites exploitantes agricoles femmes***

Le Gouvernement du Sénégal, à travers les programmes et projets tels que le Programme agricole, le Programme d’Appui aux Filières Agricoles, le PRODAM, le PROMER etc ., appuie les exploitations agricoles de femmes à travers les facilitations d’accès aux intrants agricoles, aux équipements, à l’information, à la formation et à la technologie. Aussi, les petites exploitations de femmes se sont développées particulièrement dans le domaine de la production laitière, sous l’impulsion d’un Directoire national des femmes en élevage (DINFEL) qui a été mis en place. Dans le domaine des pêches, on peut noter l’exécution du Projet Italien pour la Sécurité Alimentaire (PISA), l’aménagement des Sites de transformation artisanale pour les femmes et la mise en place d’un fonds pour la promotion de la sécurité alimentaire est mis en place pour appuyer les femmes et les jeunes filles dans leurs projets.

***7ème point : Autre dynamique à mettre en évidence en ce qui concerne la mise en œuvre des plans d'investissement convenus***

On peut ajouter au bilan ci-dessous les efforts réalisés en termes de propositions d’architecture institutionnelle pour une synergie d’actions dans la mise en œuvre du PNIA et les initiatives en cours à savoir la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire (NASAN) et l’Alliance Globale sur la Résilience au Sahel (AGIR).

**2.2.2 Contraintes et Défis identifiés**

**Contraintes :**

* Retard dans la mise en place des organes de gouvernance du PNIA (Secrétariat permanent);
* Utilisation de l’approche projet ;
* Des difficultés à aligner les nouveaux projets avec les projets retenus dans le PI ;
* Disponibilité des financements supplémentaires.

**Défis :**

* Mettre en place et faire fonctionner le Secrétariat Permanent du PNIA ;
* Mobiliser les fonds de fonctionnement des organes du PNIA ;
* Rendre fonctionnel le Groupe Dialogue Politique;
* Rechercher les financements supplémentaires ;
* Faire une analyse de la cohérence des propositions sectorielles avec les orientations stratégiques du PNIA ;
* Renforcer les capacités des Cellules de planification, pour la priorisation des investissements ;
* Veiller au respect, par tous les autres signataires aux niveaux national et régional, de leurs engagements contenus dans le Pacte ;
* Développer une stratégie de mobilisation des ressources ;
* Rendre effectif le SAKSS.

**2.2.3 Leçons apprises :**

* Processus inclusif et participatif (acteurs étatiques, secteur privé, société civile, organisations de producteurs et partenaires et financiers);
* L’élaboration des documents par un comité national composé d’experts des sectoriels ;
* Programme fédérateur de toutes les actions du développement rural ;
* Un seul cadre d’intervention des bailleurs.

**2.2.4 Questions que l’Equipe pays CAADP veut aborder à la réunion Addis**

L’équipe pays CAADP Sénégal a proposé les questions suivantes pour discussion à la réunion Addis :

* La mutualisation des actions dans la mise en œuvre du PNIA ;
* L'alignement sur les priorités du PNIA ;
* L'appui du NEPAD au PNIA.

**2.2.5**

Name                                            Email                                        Phone number  
Moussa           MBAYE                  msbaye58@yahoo.fr                   +221 77 740 42 70  
Baye Amadou  FALL                      fallbaf@gmail.com                      +221 77 563 03 88  
Sokhna Mbaye DIOP                     soxou19@gmail.com                   +221 77 651 20 43  
Ndeye Dibor     NGOM                    yayengom@yahoo.fr                    +221 77 657 73 73

|  |
| --- |
| **3. Réunion préparatoire avec les Donateurs** |

**3.1 Méthodologie de travail**

Plusieurs séances de travail avec Mme Marina Bambara, agent de la JICA, a permis de partager la fiche d’évaluation et d’organisation la réunion préparatoire avec les donateur. Elle a eu le 31 janvier 2014 dans les locaux du JICA. Une quinzaine de personnes a participé à cette rencontre. Au finish, la fiche d’évaluation est renseignée.

**3.2 Synthèse des fiches d’évaluation renseignées**

**3.2.1 Progrès réalisés dans le cadre du CAADP**

***1er point : Les progrès que le pays et les donateurs ont réalisés au niveau du développement de leurs engagements et des partenariats***

Le PNIA est le document de référence pour la planification de l’investissement agricole. Le Gouvernement reste cependant très peu présent dans la conduite du dialogue autour du PNIA, qui de fait reste encore très peu structuré, ce qui entraine des problèmes d’articulation. Les stratégies sont multiples et ambitieuses mais le degré de priorisation des interventions demeure très insuffisant d’où le fort ressenti sur l’importance du gap du financement. De fait, la mise en œuvre, la coordination et les liens stratégiques à établir avec les autres documents de planification demeurent flous. Il importe à ce stade de renforcer la logique du PNIA, d’en renforcer l’articulation et de dégager les actions prioritaires pouvant être financées sur les ressources existantes.

Filtre JAUNE utilisé

***2ème point : Les progrès que le pays et les donateurs ont enregistrés dans ​​la mise en œuvre de la planification axée sur des résultats***

Malgré le progrès accomplis, on observe toujours une faible appropriation du PNIA et un faible niveau de priorisation. Dans cette optique, les efforts accomplis depuis l’avènement de la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN) au Sénégal dont le document cadre a été produits dans un esprit collaboratif et sur la base de résultats et d’études analytiques a permis d’améliorer sensiblement la planification axée sur les résultats.

Filtre JAUNE utilisé

***3ème point : Les progrès que le pays et les donateurs ont enregistré sur la mise en place d’alliances pour l’investissement***

L’avènement de la NASAN, qui véhicule les valeurs d’engagement et de responsabilité a permis ici aussi de renforcer les alliances d’investissements. De nouvelles alliances sont en cours de formation (ou se sont déjà formées) entre le Gouvernement et le secteur privé mais aussi les PTFs et la Société civile.

Les initiatives conjointes telles que le programme d’action conjoint FAO/PAM pour le renforcement de la sécurité alimentaire et la nutrition ont permis de renforcer le cadre de programmation. On observe une nette amélioration du leadership du Gouvernement dans l’analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle au Sénégal.

Sur d’autres initiatives telles que AGIR (Alliance Globale pour l’Initiative Résilience) construit sur le PNIA et qui entre en droite ligne des objectifs dudit programme, le niveau de représentation du Gouvernement est peu suffisant.

Filtre JAUNE utilisé

***4ème point : Les progrès que le pays et les donateurs ont réalisés au niveau de ​​la mise en œuvre, du suivi-évaluation des programmes, et du système d’évaluation par les pairs***

Très peu de progrès sont notés dans le suivi évaluation. Le principe de rapporter sur des résultats et non sur les activités reste encore très peu appliqué. Les systèmes de suivi évaluation sont très peu élaborés et sont quasi inexistants.

Filtre ROUGE utilisé

***5ème point : Rôles et responsabilités des donateurs au niveau international***

Un important travail de fonds est mené par les donateurs pour le renforcement de l’harmonisation et de la coordination (voir initiative ci-dessus). Les difficultés résident dans le faible leadership du Gouvernement dans la mise en œuvre.

Filtre JAUNE utilisé

**3.2.2 Participation des Donateurs à la Réunion d’Addis**

Concernant la participation des Donateurs à la réunion d’Addis Abeba, l’USAID, l’Union Européenne et le Canada seront représentés par leur siège et/ou bureau pays. Les coopérations française et espagnole nous fourniront une réponse sur leur éventuelle participation. A défaut, la fiche sera défendue par un des bureaux/pays représenté.

**4. Annexes**

Annexe 1 : Liste des participants Réunion préparatoire - Equipe pays CAADP

Annexe 2 : Liste des participants Réunion préparatoire – Donateurs

Annexe 3 : Fiche d’évaluation renseignée – Equipe CAADP

Annexe 4 : Fiche d’évaluation renseignée – Donateurs